



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.3/50/L.12/Rev.1  
8 novembre 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Cinquantième session  
TROISIÈME COMMISSION  
Point 105 de l'ordre du jour

DÉVELOPPEMENT SOCIAL, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES  
À LA SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE ET AUX JEUNES, AUX  
PERSONNES ÂGÉES, AUX HANDICAPÉS ET À LA FAMILLE

Arménie, Burkina Faso, Cameroun, Chine, Costa Rica, Danemark,  
Guinée, Kenya, Malte, Maroc, Monaco, Mongolie, Nigéria, Panama,  
Philippines, Turquie et Zaïre : projet de résolution révisé

Pour la pleine intégration des handicapés dans la société :  
application des Règles pour l'égalisation des chances des  
handicapés et application de la Stratégie à long terme pour  
la mise en oeuvre du Programme d'action mondial concernant  
les personnes handicapées d'ici à l'an 2000 et au-delà

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 48/96 du 20 décembre 1993, par laquelle elle a  
adopté les Règles pour l'égalisation des chances des handicapés,

Rappelant également sa résolution 37/52 du 3 décembre 1982, par laquelle  
elle a adopté le Programme d'action mondial concernant les personnes  
handicapées<sup>1</sup>,

Rappelant en outre toutes ses résolutions pertinentes, notamment ses  
résolutions 37/53 du 3 décembre 1982, 46/96 du 16 décembre 1991, 47/88 du  
16 décembre 1992, 48/95 et 48/99 du 20 décembre 1993 et 49/153 du  
23 décembre 1994,

Prenant note de la résolution 34/2 de la Commission du développement social  
en date du 20 avril 1995<sup>2</sup>, dans laquelle il est dit notamment que l'application

---

<sup>1</sup> A/37/351/Add.1 et Corr.1, annexe, sect. VIII, recommandation 1 (IV).

<sup>2</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1995,  
Supplément No 4 (E/1995/24), chap. I, sect. E.

des Règles doit être suivie dans le cadre des sessions de la Commission et que le mécanisme de suivi est destiné à assurer l'application efficace de ces règles,

Notant avec intérêt que des organisations non gouvernementales ont pris l'initiative d'établir un indice de l'incapacité fondé sur les Règles des Nations Unies pour l'égalisation des chances des handicapés, ainsi que d'autres activités relatives aux Règles et des activités d'appui du Programme d'action,

Se félicitant du rapport du Rapporteur spécial de la Commission du développement social sur le suivi de l'application des Règles et de sa recommandation tendant à ce que l'on mette principalement l'accent dans les deux années à venir sur la législation, la coordination des travaux, les organisations de handicapés, l'accessibilité, l'éducation et l'emploi<sup>3</sup>,

Notant avec satisfaction que, dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993<sup>4</sup>, tous les droits de l'homme et les libertés fondamentales des handicapés sont réaffirmés sans réserve, que, dans leurs programmes d'action, la Conférence internationale sur la population et le développement<sup>5</sup> et le Sommet mondial pour le développement social<sup>6</sup> ont reconnu qu'il fallait, entre autres choses, atteindre d'urgence les objectifs consistant à assurer aux handicapés la pleine participation à la vie sociale et l'égalité des chances, et que la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing du 4 au 15 septembre 1995, a reconnu les besoins particuliers des femmes handicapées,

1. Rappelle que le Sommet mondial pour le développement social a reconnu la nécessité de promouvoir les Règles pour l'égalisation des chances des handicapés;

2. Prie instamment tous les gouvernements et organisations de continuer à intensifier leurs efforts pour appliquer les Règles en prenant des mesures législatives, administratives et toutes autres mesures appropriées, compte tenu de la stratégie de développement social énoncée dans le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social;

3. Encourage les gouvernements des États Membres à répondre au questionnaire que leur a envoyé le Rapporteur spécial de la Commission du développement social;

---

<sup>3</sup> Voir A/50/374, annexe.

<sup>4</sup> Rapport de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, 14-25 juin 1993 (A/CONF.157/24 (Part I), chap. III.

<sup>5</sup> Rapport de la Conférence internationale sur la population et le développement, Le Caire, 5-13 septembre 1994 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.95.XIII.8), chap. I, résolution 1, annexe.

<sup>6</sup> Voir Rapport du Sommet mondial pour le développement social, Copenhague, 6-12 mars 1995 (A/CONF.166/9), chap. I.

4. Encourage les États Membres à verser des contributions volontaires au Fonds pour les handicapés afin d'appuyer les initiatives en faveur des handicapés, notamment les importants travaux du Rapporteur spécial;

5. Demande aux gouvernements, lorsqu'ils appliqueront le Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées, de tenir compte des éléments suggérés dans la Stratégie à long terme pour la mise en oeuvre du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées d'ici à l'an 2000 et au-delà;

6. Prie le Secrétaire général de fournir l'appui que nécessite la bonne application de la Stratégie à long terme;

7. Encourage l'utilisation des réseaux de communication pour la diffusion auprès du public des Règles, du Programme d'action mondial et de la Stratégie à long terme;

8. Encourage le Secrétaire général et les organismes des Nations Unies intéressés, notamment le PNUD, à poursuivre leurs efforts afin d'achever la mise au point, en consultation avec les États Membres, des indicateurs mondiaux d'incapacité, et prie le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-deuxième session un rapport sur la question.

-----